

la nouvelle lettre

Directeur de la publication : Jacques GARELLO

Commission Paritaire : 0118 K 87909 - ISSN : 1951-4727
Dépot légal : à parution

N°1191 du 25 mars 2014 | www.libres.org

Hebdomadaire 1,50€

1981-2014 | 33ème année de parution



La gauche décomposée

Les résultats de ce premier tour sont difficiles à interpréter. J'avoue avoir du mal à vous dire quelque chose d'intéressant, que vous ne sachiez déjà.

J'enfoncerai des portes ouvertes en soulignant l'importance des abstentions. J'écrivais il y a deux semaines : « les abstentions et les votes blancs seront révélateurs de la conjoncture électorale et de la crédibilité des partis ». C'est confirmé : la « rupture civique » est consommée, la classe politique n'attire plus grand monde.

J'enfoncerai d'autres portes ouvertes en rappelant que le Front National a bénéficié de cette rupture, les votes rejets lui ayant valu des succès spectaculaires. Pour autant, je demeure sceptique sur les lendemains de personnes

élues sur des thèmes démagogiques et incohérents : des promesses d'interventions économiques et sociales associées à une baisse des impôts, le refus des délocalisations et de la mondialisation associé à une baisse du chômage. Finalement, tout et son contraire. On verra bien...

J'enfoncerai encore quelques autres portes ouvertes en disant que le pouvoir a été désavoué, et que la marge de manœuvre de l'Elysée a été singulièrement réduite, au moment où les tensions diplomatiques se renforcent et où les réformes économiques deviennent de la plus extrême urgence. La déshérence du gouvernement appelle bien plus qu'un habile changement ministériel ou de nouveaux effets d'annonce. >>

SOMMAIRE DU N°1191

EDITORIAL : La gauche décomposée pp. 1-2

CONJONCTURE : Venezuela : rien compris, rien appris ! pp. 3-4

ACTUALITES : Quand la Chine s'éveillera à la liberté politique... p. 4 - Sarkostasi p. 5 - G8 - 1 = G7 p. 5

L'AGENDA LIBERAL p. 6-7

LU POUR VOUS : livres, articles et sites p. 6-8

BULLETIN D'ABONNEMENT

- s'abonne à la formule électronique (format PDF) pour 40 numéros (40 €)
 envoie une liste de courriels pour un service gratuit de 4 numéros dans le cadre de la formule électronique.

Merci de libeller vos chèques à l'ordre de l'ALEPS et de nous les faire parvenir à l'adresse suivante :

ALEPS, BP 80026, 13545 Aix en Provence Cedex 4

M Mme Mlle NOM..... Prénom.....

Adresse

Code postal Ville..... Courriel

aleps

ASSOCIATION POUR LA LIBERTÉ ECONOMIQUE ET LE PROGRES SOCIAL

ALEPS, BP 80026, 13545 Aix en Provence Cedex 4 - Tél. : 01 43 80 55 18

www.libres.org

La gauche décomposée (suite)

C'est d'ailleurs cette dernière remarque qui m'amène au seul commentaire original et sensé qui me vienne à l'esprit, vous jugerez de ma lucidité. Ce commentaire, le voici : la gauche française a vécu, elle est décomposée et ce pourrait être décisif pour redonner à la France de véritables raisons d'espérer. Quelle décomposition et pour quel espoir ?

Certes, depuis le congrès d'Epinau et le Programme Commun de la Gauche (1973), le couple socialo-communiste avait traversé plusieurs crises (la première dès 1978 avait permis à Raymond Barre de survivre). Mais il renaissait de ses cendres en 1981 pour porter Mitterrand à l'Élysée, puis en 1998 pour porter Jospin à Matignon, encore en 2008 pour rafler les municipalités et les régions et, en tout dernier lieu, en 2012 pour élire Hollande. Aujourd'hui, l'électorat communiste et gauchiste a quitté le rafiote de la gauche. Pas le moindre canot de sauvetage. L'histoire est à peu près la même pour l'alliance entre les socialistes et les Verts, rompue avec l'affaire de Notre Dame des Landes, mais aussi avec le maintien du nucléaire. Il n'est pas jusqu'au Parti Socialiste lui-même qui ait ouvertement éclaté entre d'un côté les partisans d'un recentrage et la conversion du Président à la sociale-démocratie et, de l'autre, les ennemis de l'entreprise privée et du libre échange. Seules les lois Taubira et le culte de la laïcité maintenaient une unité de façade.

Au fond, la gauche française (à la différence du travaillisme anglais ou du SPD allemand) n'était naguère qu'une composition, à usage essentiellement électoral.

Aujourd'hui, les élections détruisent la composition.

Il faut bien reconnaître que les nouvelles idées du Front National ont porté le coup fatal : les électeurs communistes (comme ceux de la Lorraine ou du Nord) ont été séduits par le rejet de l'euro, de la mondialisation et des étrangers aussi (une réalité bien visible à Marseille).

La décomposition de la gauche peut être une bonne chose pour plusieurs raisons. D'abord, la droite n'aura plus à aller chercher les voix « en face », elle ne se croira plus obligée de faire de la surenchère démagogique, de flatter les écologistes, de ménager les syndicalistes, de vanter les mérites du secteur public. Peut-être va-t-elle s'ouvrir aux idées libérales et se tourner vers un électorat potentiel jusque là négligé voire méprisé.

Ensuite, une partie de la gauche pourrait se reconstruire, non pas autour de combinaisons électorales, mais à partir d'une doctrine cohérente ; l'acte fondateur de la sociale-démocratie allemande a été le choix de l'économie de marché et le refus du marxisme, de même le travaillisme anglais a-t-il rompu avec le totalitarisme syndical. Il existe dans le monde entier des partis de gauche tout à fait capables de mener à bien des réformes allant dans le sens de la liberté économique, on l'a vu au Canada, en Suède, en Australie ou en Nouvelle Zélande.

Enfin, le noyau dur de la gauche, constitué par les syndicats « révolutionnaires », les fonctionnaires et les lobbies du secteur public, les intellectuels totalitaires, cesserait d'exercer sa pression permanente dans les médias et sur la vie publique.

Peut-être suis-je allé trop vite en besogne. Peut-être ai-je pris mes désirs pour des réalités. Mais peut-être pour quelques jours encore, je suis persuadé que la gauche est bien décomposée et que c'est un changement important et heureux dans la donne politique française.

« **La gauche française : une composition artificielle** »

« **Une gauche réformatrice et libérale ?** »

Jacques Garello

VENEZUELA : RIEN COMPRIS, RIEN APPRIS !

Ce qui se passe au Venezuela, où l'économie est en pleine dérive, s'est déjà produit chaque fois que le socialisme marxiste a été mis en œuvre. Partout, la nationalisation des entreprises, la planification, le contrôle des prix, puis la prise en mains de toute l'économie par l'Etat, ont conduit à l'échec économique.

L'expérience désastreuse des pays communistes ayant servi d'exemple, on croyait en avoir fini avec ces régimes. Hélas tout prouve qu'au Venezuela, mais aussi dans d'autres pays, les dirigeants n'ont rien compris, ni rien appris de l'histoire du XX^e siècle.

« L'erreur du socialisme est de caractère anthropologique »

La première leçon de l'histoire, c'est que l'échec du socialisme n'est ni technique ni économique. Plusieurs théoriciens de la planification ont essayé de démontrer que les échecs successifs étaient contingents. Tantôt ils ont incriminé des erreurs de calcul, tantôt des conjonctures exceptionnelles. Quelques courageux ont même évoqué la dictature des « méchants » comme Staline, Pol Pot ou Ceausescu. Ils en ont inféré que dans des conditions « optimales », celles d'un « socialisme à visage humain » par exemple, le succès serait acquis, la justice sociale et la croissance économique seraient assurées.

En fait, ces naïfs ou ces cyniques n'ont pas su ou pas voulu parler de la seule et unique cause des échecs : comme disait Jean-Paul II, « *l'erreur fondamentale du socialisme est de caractère anthropologique* » (Centesimus annus § 13). Ainsi, l'inefficacité du système économique socialiste n'est-elle qu'« *une conséquence de la violation des droits humains à l'initiative, à la propriété et à la liberté dans le domaine économique* » (CA §24).

L'erreur anthropologique, maintes fois renouvelée au XX^e siècle, a toujours débouché sur un cataclysme économique mais aussi sur les pires totalitarismes. Voilà qui n'a pas dissuadé le Venezuela de s'engager dans la « révolution bolivarienne » avec Hugo Chavez et son successeur Nicolas Maduro. Les premiers fruits du socialisme « revitalisé » sont déjà bien mûrs et le président de la Banque centrale vénézuélienne, Nelson Merentes, aux ordres du pouvoir politique, vient d'admettre que le pays traversait « une crise économique ».

La crise : Inflation, contrôle des prix et pénuries

Une des manifestations de la « crise » concerne l'explosion des prix. Selon l'indice officiel des prix à la consommation, la hausse des prix a été de 57,3% entre février 2013 et février 2014, alors que dans les pays occidentaux l'inflation est quasi-nulle et que, dans les pays émergents, elle se situe entre 5 et 10%. Bien entendu, pour faire face à l'inflation, les prix ont été contrôlés ou bloqués. Mais une nouvelle fois la preuve a été faite que le contrôle des prix n'empêche pas les prix de monter, et encore plus vite. C'est à la fois la concurrence (via la liberté des prix) et une politique monétaire raisonnable qui empêchent l'inflation et non le contrôle des prix, surtout quand il s'accompagne d'une politique monétaire laxiste. Or la masse monétaire a progressé de 74% en un an au Venezuela !

Le contrôle des prix provoque des effets pervers. Bloquer les prix, c'est faire disparaître l'offre, découragée par le prix artificiel, tout en encourageant la demande : le résultat le plus tangible du contrôle, c'est la pénurie qui l'accompagne fatalement. Le gouverneur de la banque centrale a reconnu l'existence simultanée de pénuries et d'inflation. Les journalistes présents au Venezuela mesurent chaque jour cette réalité : les produits de base, comme les œufs, l'huile ou la farine de maïs, le papier toilette ou les poulets manquent. Ils constatent que les habitants du pays font en moyenne six à dix heures de queues par semaine. L'histoire du contrôle des prix, de l'Edit de Dioclétien à l'ordonnance du 30 juin 1945 en passant par la loi sur le maximum sous Robespierre montre que c'est le plus sûr moyen de faire disparaître les produits des étalages en créant une pénurie artificielle. Un indice de pénurie au Venezuela montre que près du tiers des produits manquent en magasin ! Même les hôpitaux manquent de tout et les coupures d'électricité sont fréquentes.

Les nationalisations se multiplient

Si la responsabilité incombe au gouvernement, cela ne l'empêche pas d'accuser « les spéculateurs et les accapareurs » : pendant la révolution française ou encore en URSS ou en Chine communiste, on pouvait condamner à mort pour « crime économique » : conséquence logique de la politisation totale de l'économie. Car le blocage des prix n'est qu'un élément qui intervient après bien d'autres. La révolution bolivarienne a consisté avant tout à nationaliser beaucoup d'entreprises, à commencer par le secteur pétrolier : les réserves pétrolières sont énormes et le pétrole représente 30% du PIB et 85% des exportations. En dépit de cette richesse, le pays est pauvre et n'a pas su en tirer parti, nationalisation et corruption l'ont dilapidée. Même les devises manquent, un comble pour un pays de l'OPEP. >>

Vénézuela : rien compris, rien appris ! (suite)

Les nationalisations ont concerné aussi les télécommunications et l'électricité, puis le ciment (au prétexte que les sociétés l'exportaient, « créant » la pénurie de logement !); le commerce de détail a été à son tour nationalisé, comme la chaîne Exito (Casino) en raison de l'accusation portée contre elle... de favoriser la hausse des prix. Résultat : les prix montent encore plus vite et la pénurie s'y ajoute. Beaucoup de sociétés étrangères sont nationalisées ou purement expropriées, aussi bien américaines qu'italiennes notamment.

Certes, la manne pétrolière permet de faire couler l'argent à flots, mais elle n'a pas supprimé les bidonvilles. La prise en charge de toute aide par l'Etat, y compris la distribution alimentaire, entraîne tous les maux de la bureaucratie et ce n'est pas la surveillance par les « comités révolutionnaires locaux » qui arrange les choses. On distribue de l'argent, mais on ne produit plus : demande sans offre !

La tyrannie politique

Au-delà de la crise, la nationalisation de l'économie entraîne la perte des libertés publiques, à commencer par la prise en main de l'information : les médias d'opposition ont peu à peu été réduits au silence.

Une nouvelle fois se révèle la justesse de l'analyse de Jean XXIII : « *L'expérience enseigne que là où fait défaut l'initiative privée surgit la tyrannie politique ; bien plus, la stagnation économique s'étend à de nombreux secteurs. Viennent alors à manquer nombre de biens de consommation et de services...* ». (Mater et magistra, § 57) (...) « *L'expérience et l'histoire l'attestent : là où le pouvoir politique ne reconnaît pas aux particuliers la propriété des moyens de production, les libertés fondamentales sont ou violées ou supprimées. Il est donc évident qu'elles trouvent en ce droit garantie et stimulant* » (MM § 109).

Pourquoi se référer ici avec insistance à ces encycliques papales ? C'est que le Venezuela de Chavez, puis Maduro, est un pays très catholique, mais ses dirigeants ont rejeté la Doctrine Sociale de l'Eglise Catholique, que les évêques n'ont pourtant pas manqué de rappeler, jusqu'à se trouver dans le collimateur du régime. Avec le socialisme réel, la persécution religieuse suit la perte des libertés économiques puis civiles.

A la corruption s'ajoute enfin une criminalité galopante, tandis que les troubles se multiplient, faisant des dizaines de morts. La répression fonctionne à plein. Ce ne sont pas les mesurette récentes qui régleront le problème, comme la mise en place « de cartes électroniques de rationnement » (qui font penser à la formule de Lénine : « le communisme, c'est les soviets plus l'électricité »). Le Venezuela est 174^e sur 177 dans les indices de liberté économique. Après lui, il y a le Zimbabwe, Cuba et la Corée du Nord : un vrai carré magique. Le mur de Berlin n'est pas tombé partout !

Jean Yves Naudet

Quand la Chine s'éveillera à la liberté politique...

Le Président Chinois vient en France en commis voyageur

Notre presse souligne l'intérêt économique du voyage de Xi Jinping. La prise de participation de l'entreprise publique chinoise Dongfeng dans le groupe PSA (auquel participe désormais l'Etat français) a marqué une nouvelle étape dans les relations entre les deux pays. Pourtant, la place du commerce français dans l'économie chinoise demeure très faible : elle n'apparaît qu'au 20^e rang des partenaires de la Chine et nos exportations sont loin de compenser nos importations (un déficit commercial de 25 milliards d'euros l'an dernier). En fait, ce sont surtout quelques grands groupes du CAC 40 qui sont intéressés pour l'instant par le marché chinois. D'autre part, les pro-

duits français les plus prisés par les consommateurs chinois, en particulier les produits de luxe, les vins et les alcools (le Cognac notamment) ont souffert l'an dernier et du conflit autour des panneaux solaires (les Chinois n'ont pas accepté les restrictions imposées par la France) et des mesures de rigueur prises par le gouvernement chinois, qui ont touché les consommateurs chinois les plus aisés.

Restent surtout deux interrogations majeures. L'une concerne le ralentissement de la croissance chinoise. Il est vrai que les Chinois ont dû accepter de liquider une partie des énormes réserves de devises (et notamment de dollars) qu'ils détenaient, de sorte que les tensions

inflationnistes ont perturbé la croissance. Sans doute l'économie doit-elle s'adapter à la nouvelle donne interne : des millions de Chinois entrent chaque mois dans le circuit de l'économie marchande et urbaine.

L'autre interrogation porte sur la nature du système chinois, qui repose sur un capitalisme d'Etat. Les dignitaires du régime sont à la tête des grandes entreprises présentes sur le marché mondial et leur position tient autant à leur appartenance au Parti Communiste qu'à leurs qualités managériales. Ce capitalisme frelaté a des limites et prive les Chinois de liberté politique. On fait du « business » en fermant les yeux sur le sort des droits de l'homme. ●

Sarkostasi

Nicolas Sarkozy était-il habilité à donner des leçons de morale publique ?

C'est l'arroseur arrosé. On sait que Le Monde a pris Sarkozy en ligne de mire depuis plusieurs mois, avec des arguments assez fallacieux la plupart du temps. Mais dans un article de samedi dernier (22 mars), un réquisitoire impitoyable est dressé contre l'ancien Président, qui n'a rien à envier à l'actuel, puisqu'il a « renforcé les moyens d'investigation » soit lorsqu'il était ministre de l'Intérieur soit sous sa Présidence.

Les pouvoirs de la police et du parquet, directement sous les ordres de l'exécutif, ont été accrus. La « rétention de sûreté » a fait son apparition (maintien en prison alors que la peine a été purgée). La loi « Perben 2 » a facilité l'installation de micros ou de caméras dans les voitures ou

chez les gens à leur insu. Les moyens de la DGSE (Direction Générale de la Sécurité Extérieure, les « services secrets ») ont été considérablement accrus en 2008 pour contrôler Internet. Enfin l'embargo sur « l'affaire de Karachi » a été imposé. D'après l'auteur de l'article, Franck Johannès, Sarkozy aurait même été pris à son propre piège, car les écoutes qui l'ont scandalisé sont parfaitement légales d'après les textes en place avant 2012.

Certes, cet acte d'accusation est souvent sollicité. Certes les années 2007 et suivantes ont été marquées par la lutte contre le terrorisme mondial et aussi les scandales financiers ; elles appelaient une information plus fiable. Certes toutes ces mesures ont été peu ou prou légalisées. Il n'en

demeure pas moins que Nicolas Sarkozy n'a pas rompu avec la « raison d'Etat » et en a plutôt rajouté une couche.

Peu d'hommes d'Etat actuels peuvent se vanter d'avoir lutté pour l'état de droit quand ils ont été au pouvoir. Ils ont eu plutôt tendance à renforcer le contrôle de « big brother » non seulement sur leurs semblables, mais aussi sur le commun des mortels. On en revient à cette idée avancée par Jacques Garello dans son dernier éditorial, mais finalement banale depuis plusieurs siècles : l'immoralité domine les agissements des princes. Pour avoir moins d'immoralité dans la vie publique, il faut diminuer le nombre et le pouvoir des princes. •

G8 - 1 = G7

L'annulation du G8 à Sotchi traduit le désarroi face à l'attaque Poutine

Chaque semaine apporte une nouvelle interrogation sur l'attaque Poutine. Au départ, l'affaire paraissait simple : le gouvernement lanoukovitch inféodé à la Russie est renversé par le peuple ukrainien désireux de se libérer de cette servitude et de se placer sous l'aile protectrice (et financière) de l'Union Européenne. Puis, dès les jeux de Sotchi terminés, Poutine prend l'affaire en mains : avec l'appui formel du Président déchu, et après l'incursion des chars russes, il organise le referendum sur le rattachement de la Crimée à la Russie. Cette annexion laisse les Occidentaux sans voix, condamnés à prendre des « sanctions économiques » qui ne semblent pas troubler le clan Poutine. Impossible d'opposer la force à la force, une intervention même symbolique de l'OTAN semblant exclue.

Et maintenant ? Pour Poutine, il est de plus en plus probable que la pression militaire ayant réussi, elle ne sera pas relâchée de si tôt. Elle peut viser deux objectifs politiques : reconquérir Kiev et fomenter chez les russophones des pays baltes et des républiques asiatiques des mouvements « nationalistes » .

Comment prévenir un tel risque ? Les Occidentaux sont désorientés devant des méthodes qui ramènent au bon vieux temps de l'URSS : à l'expansionnisme communiste a succédé l'expansionnisme russophonique, les consultations « démocratiques » sont suivies par 95% de la population et les peuples russes sont victimes de « nazis » manipulés par « l'étranger ». En fait personne n'est dupe sur les intentions de Poutine. Il est vrai qu'il s'est auto-exclu du cercle des Etats civilisés (mais l'URSS

siègera toujours au Conseil de Sécurité de l'ONU). L'annulation du G8 qui devait se tenir en juin à Sotchi est-elle de nature à freiner les ardeurs belliqueuses ? On évoque souvent le désir de la Russie de ne pas se trouver isolée, écartée du concert mondial. Il est vrai que, par exemple, l'entrée de la Russie dans l'Organisation Mondiale du Commerce avait été obtenue à la plus grande satisfaction du Kremlin. Mais la Russie peut-elle renoncer à développer son économie, au demeurant en bien mauvaise posture, pour s'affirmer comme une puissance militaire sans complexe ? Telle est la question de fond. A la différence des Etats Unis, la Russie ne peut faire le choix de l'isolationnisme économique. Elle demeure tributaire des Etats Européens, sauf à les envahir... •

Carême libéral

Ces brèves rubriques de Carême ont pour objet de revenir à l'essentiel du libéralisme : qu'est-ce que la liberté ? Qu'en faisons-nous ? Dans les rubriques précédentes j'ai rappelé deux évidences : être libre, c'est n'être l'esclave ni de l'argent ni de la consommation. Mais les vertus personnelles conduisent-elles au bien commun ?

Intérêt personnel et bien commun

La liberté ne déchaîne-t-elle pas le jeu des intérêts personnels, nous poussant à oublier que nous vivons dans une communauté, en contact avec les autres, qui n'ont pas les mêmes intérêts que les nôtres ?

L'échange et l'empathie

On cite souvent la phrase d'Adam Smith : « *Ce n'est pas de la bienveillance du boucher, du marchand de bière ou du boulanger que nous attendons notre dîner, mais bien du soin qu'ils apportent à leur intérêt* ». La cause serait entendue : une économie de libertés enfermerait les gens dans leur égoïsme et exclurait toute générosité. Mais le père de la science économique avait écrit quelques années plus tôt « *la théorie des sentiments moraux* », pour expliquer que le sentiment naturel et spontané de l'être humain, qui le distingue des autres êtres vivants, est celui de l'empathie, c'est à dire du désir de comprendre l'autre.

L'empathie est le complément indispensable de l'échange, qui pour Adam Smith est bien la source de toute richesse économique. L'échange vient de la diversité des personnes : « *Chaque être humain est unique et irremplaçable* ». Diversité des besoins, diversité des moyens. Le contraire de l'échange, c'est l'autarcie, le repli sur soi-même, la possibilité de tout avoir par soi-même. On ne va pas bien loin en économie autarcique, sauf à vivre sur une île déserte mais opulente, avant d'ailleurs que Vendredi n'apparaisse. L'économie d'abondance n'existe pas. Le mythe de « *l'abondantisme* » a pourtant hanté les esprits, nourri quantité d'utopies, jusqu'à la « prise au tas » de la société communiste.

La diversité et la rareté conduisent donc à l'échange. Mais pour échanger, il faut comparer ce qui intéresse les uns et les autres. L'échange vient de ce que la même valeur n'est pas attribuée au même produit par les deux échangistes. Toute valeur est subjective et variable. Ce qui est superflu pour les uns est nécessaire pour les autres ; ce qui me plaît aujourd'hui ne m'intéressera plus demain. Donc, aucun échange ne peut intervenir sans prise en compte de ce que veut l'autre. Dire que « *l'échange est inégal* » n'a aucun sens, car aucun arbitre extérieur ne peut décréter qu'un échangiste a abusé l'autre.

L'aveugle et le paralytique

Frédéric Bastiat a eu le génie d'en conclure que l'économie naît d'un service mutuel. Il cite la fable de Florian : « *Aidons nous mutuellement, la charge des malheurs en sera plus légère. A nous deux, nous possédons le bien à chacun nécessaire. J'ai les jambes, et vous les yeux. Moi, je vais vous porter, vous vous serez mon guide. Ainsi sans que jamais notre amitié décide qui de nous deux remplit le plus utile emploi, je marcherai pour vous, vous y verrez pour moi* ».

L'échange n'est donc pas un jeu « *à somme nulle* », où il y aurait nécessairement un perdant, puisqu'il y aurait un gagnant. C'est un acte « *gagnant-gagnant* », comme on dit maintenant. Il n'y a donc rien de plus extraverti que le marché. Ce n'est pas la confrontation des égoïsmes, c'est la recherche des complémentarités. Passer un marché c'est se mettre au service de l'autre. Certes, il y a bien un calcul (ce que suggère la référence à l'intérêt dans la phrase d'Adam Smith), mais ce calcul ne peut se faire sans prise en considération du service des autres. Le boucher et les marchands ne peuvent satisfaire leurs propres besoins qu'en satisfaisant les besoins des autres : ils apportent « du soin » à leurs intérêts.

La commune destination des biens

Mais ce qui peut se concevoir au niveau de deux échangistes peut-il avoir quelque sens au niveau de l'économie d'une région, d'un pays ? Comment passer de la micro-décision à un macro-équilibre ?

C'est ici que l'existence de prix et de profits montre son efficacité. Le marché va permettre de coordonner les activités de tous les décideurs dans l'espace économique considéré. Ce n'est pas une coordination centralisée, comme celle dont rêvent les planificateurs. C'est une coordination décentralisée, à travers les achats et les ventes réalisées.

Les échanges font apparaître que certains produits sont plus « appréciés » que d'autres, sans doute parce qu'ils correspondent mieux aux raretés et désirs ressentis. Les prix indiquent les tendances à la pénurie ou à l'excédent. Une hausse des prix fait apparaître la nécessité d'affecter plus de ressources productives ici plutôt que là. Le prix permet de se procurer ces ressources, de payer des salaires pour faire le travail supplémentaire, d'investir des capitaux pour les équipements nécessaires.

C'est un mouvement perpétuel, il y a une redistribution permanente des efforts productifs, une réaffectation des ressources et des efforts. L'économie progresse dans le déséquilibre, sans cesse rattrapé et c'est le rôle de l'entrepreneur de percevoir ces adaptations indispensables. Ainsi la totalité des richesses disponibles dans une communauté en un moment donné est-elle destinée à la meilleure destination possible. C'est « *la commune destination des biens* ».

D'ailleurs qu'est-ce que le bien commun ? Certainement pas « l'intérêt général » que des planificateurs ou des dirigeants politiques décrètent : présomption fatale, car qui connaît l'infinité des besoins et des ressources personnels ? Le bien commun c'est...la liberté. La liberté d'entreprendre, d'échanger, de garantir aux individus un environnement institutionnel où ils expriment tout leur talent, toute leur aptitude à servir.

Décès du philosophe Jean François Mattéi

Nous perdons un intellectuel de très grande qualité et un ami très cher

Jacques Garello



Jean François Mattéi nous a quittés hier, à l'âge de 74 ans. C'est une triste nouvelle pour le large cercle de ses amis, c'est une perte pour la pensée libérale française.

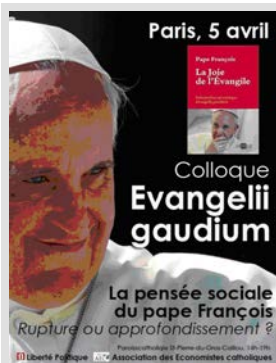
C'est par Jean Yves Naudet que j'ai appris la nouvelle, c'est par Jean Yves Naudet que j'avais connu Jean François. Tous deux ont enseigné à l'Institut d'Etudes Politiques d'Aix en Provence et quand Jean Yves a créé, il y a maintenant vingt ans, ses colloques d'Ethique Economique, Jean François a été l'un des premiers orateurs et nous avons de ce jour échangé, partagé, débattu, avec un plaisir sans cesse renouvelé. En réalité, j'aurais dû rencontrer Jean François bien avant puisque nous avons en commun d'avoir vécu en Algérie (il était Oranais, et j'étais Algérois d'adoption) et d'avoir reçu une formation universitaire à Aix en Provence. De ses origines pied-noir, Jean François a hérité d'un culte particulier pour Albert Camus, auquel il a consacré plusieurs ouvrages, et il a

montré beaucoup de sollicitude pour les familles déracinées en 1962, en particulier pour les familles de harkis. Mais toujours est-il que vingt ans de compagnonnage sous l'œil malicieux de Jean Yves, vingt ans de communications et de débats, nous avaient rapprochés et nous partagions un vrai plaisir dans ces rencontres amicales et intellectuelles.

Jean François Mattéi était philosophe, spécialiste de la pensée grecque, de Platon en particulier (ce qui ne manquait pas de provoquer l'aristotélien que je suis). Après son agrégation et son doctorat (Aix et Paris), il est nommé professeur de Philosophie à l'Université de Nice Sophia Antipolis, mais il est toujours resté installé à Marseille. Il a été élu membre de l'Université de France en 1996 et a pris sa retraite comme professeur émérite de l'Université de Nice en 2007. Une des caractéristiques de Jean François était son goût pour le travail en équipe. Il a écrit beaucoup d'ouvrages en collaboration notamment avec Chantal Delsol (*Identité de l'Europe* 2010), Raphael Draï (*La République brûle-t-elle ?* 2006) et bien sûr Jean Yves Naudet (tous les actes des colloques d'Ethique Economique depuis 1994). Depuis 2010, il avait multiplié ses publications sur Camus (*De la Révolte au Consentement*, 2010).

Dans l'éventail des intellectuels libéraux, Jean François Mattéi occupait le domaine de l'éthique. Historien autant que philosophe, il avait montré comment la recherche du juste et du beau avait habité la pensée grecque et fondé la civilisation. Il en tirait une conclusion simple : la société contemporaine, et particulièrement la société française, a rompu toute référence éthique. Il est déterminant d'ordonner la liberté à l'éthique et de retrouver les valeurs morales et spirituelles qui ont permis, depuis les Grecs, les progrès de l'Europe.

Les plaidoiries de Jean François étaient passionnantes, claires et passionnées. Il était un homme de foi et de passion. Il nous laisse un message, à transmettre. Il nous laisse une amitié, qui demeurera.



COLLOQUE EVANGELII GAUDIUM La pensée sociale du pape François, rupture ou approfondissement ?

Paris, 5 avril, 14h-18h30

Colloque de la Fondation de Service politique et de l'Association des économistes catholiques
Paroisse catholique St-Pierre-du-Gros-Cailou, Paris VIIe

Quels sont les défis posés aux catholiques d'aujourd'hui dans le champ propre de leur mission et de leur responsabilité dans le monde, avec le regard proposé par le pape François.

Avec les interventions du **Père Antoine de Romanet**, co-directeur du département de recherche Société, Liberté, Paix du Collège des Bernardins, **Jean-Yves Naudet**, président de l'Association des Économistes catholiques, **Père Pierre Coulange**, Studium Notre-Dame de Vie, **Pierre de Lauzun**, directeur général délégué de la Fédération bancaire française, **Guido Hülsmann**, professeur à l'Université d'Angers, **François-Xavier Bellamy**, professeur agrégé de philosophie, maire-adjoint de Versailles, **François Billot de Löchner**, président de la Fondation de Service politique.

Inscription sur réservationsur administratif@libertepolitique.com. Participation aux frais.



Le Lions Club Marseille Prospective, l'ALEPS et l'association européenne Students for Liberty vous proposent un forum autour du thème



FINANCES ET ETHIQUE

animé par

Pierre de Lauzun

Directeur Général délégué de la Fédération Bancaire Française
Délégué Général de l'Association Française des Marchés Financiers



Accusée d'avoir provoqué la crise la plus grave depuis 1929, la finance est également attaquée au nom de l'éthique. Aujourd'hui les Etats désirent la contrôler plus étroitement. Ce procès moral est-il justifié ?

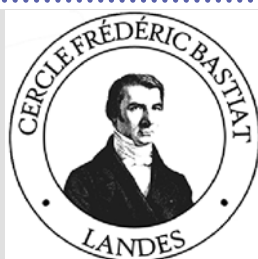
JEUDI 10 Avril à 19 heures 30

Maison du Bâtiment et des Travaux Publics
344 Boulevard Michelet 13009 MARSEILLE

Le forum sera suivi sur option d'un cocktail dînatoire

Participation de 10€ au forum et 20€ au cocktail

Inscription souhaitée avant le 5 avril à l'adresse : jcmartinotti@free.fr



Le Centre d'Etudes et de Recherches Economie et Libertés (CEREL) Et le Cercle Frédéric Bastiat de Bordeaux

Ont le plaisir de vous convier à un dîner-débat sur le thème

« **POURQUOI JE VAIS QUITTER LA FRANCE** »

Par Maître Jean Philippe Delsol, administrateur de l'IREF et de l'ALEPS
Qui aura lieu à l'hôtel Mercure Cité Mondiale à Bordeaux

Le jeudi 10 avril 2014 à 20h30 (accueil à partir de 19 h 30)

Participation fixée à 30 euros (étudiants 22 euros). Inscription souhaitée avant le 5 avril
Contacts : harmoeco@hotmail.fr et www.cerel-cfb.org